



Les services marchands en 2013

La croissance se réduit de nouveau

En 2013, les services marchands non financiers représentent 33 % de la valeur ajoutée de l'économie française. Leur valeur ajoutée croît de 0,2 % en volume, après + 0,6 % en 2012 et + 2,2 % en 2011. L'emploi baisse très légèrement (- 0,2 %), soit une perte de 30 000 postes en équivalent temps plein. La croissance de la consommation des ménages en services se maintient (+ 0,7 % en volume, après + 0,6 % en 2012), mais la demande des entreprises et des administrations ralentit, particulièrement pour l'investissement (+ 0,2 %, après + 3,6 % en 2012). Les télécommunications restent l'activité la plus dynamique. Les activités liées à la culture et aux loisirs retrouvent un peu de couleur. Les échanges extérieurs restent à l'équilibre.

Thierry Méot, division Services, Insee

En 2013, la croissance de l'économie française reste faible : le produit intérieur brut progresse de 0,3 % en volume (*définitions*), comme en 2012. L'emploi total diminue de 0,2 %. Après un net recul en 2012, la consommation des ménages se stabilise (+ 0,2 %), en lien avec l'évolution de leur pouvoir d'achat. En revanche, l'investissement total recule (- 1,0 %) pour la première fois depuis 2009. Le commerce extérieur soutient légèrement la croissance : les importations se redressent, mais les exportations sont également plus dynamiques qu'en 2012.

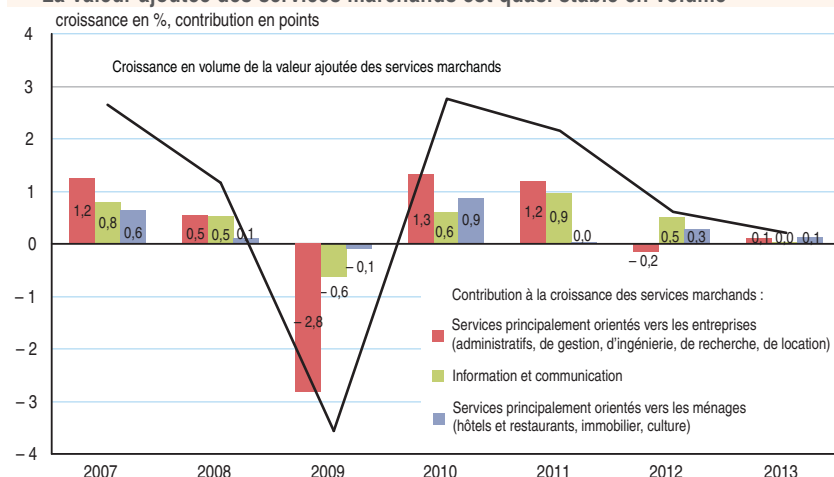
Dans ce contexte, selon les résultats des comptes provisoires (*sources*), la croissance de la valeur ajoutée des services marchands non financiers (*définitions*) ralentit de nouveau en 2013 : + 0,2 % en volume, après + 0,6 % en 2012 (*figure 1*). Les services restent néanmoins en meilleure posture que l'industrie, dont la valeur ajoutée baisse de 0,4 %.

En rupture avec les années précédentes, la valeur ajoutée des services d'information et de communication stagne en 2013 (+ 0,1 %, après + 3,3 % ; *figure 2*). En effet, le dynamisme des télécommunications

compense tout juste le recul de l'édition et la stagnation des activités informatiques. Les services principalement orientés vers les entreprises se stabilisent (+ 0,2 %, après - 0,4 %), du fait essentiellement des activités scientifiques et techniques ; les services administratifs et de soutien continuent quant à eux de perdre du terrain. Enfin, les

services principalement orientés vers les ménages progressent très faiblement (+ 0,2 %, après + 0,5 %). La progression des activités immobilières compense le repli des activités pour lesquelles les ménages sont mieux à même d'ajuster leurs dépenses, en particulier les loisirs (cinéma, restaurant...) et les soins personnels.

1 La valeur ajoutée des services marchands est quasi stable en volume



Lecture : en 2013, la valeur ajoutée des services marchands est presque stable en volume (+ 0,2 %) ; les services principalement orientés vers les entreprises (administratifs, de gestion, d'ingénierie, de recherche, de location) contribuent pour 0,1 point à cette croissance.

Source : Insee, comptes des services, base 2010.

2 La croissance des activités d'information et de communication ralentit fortement

	évolution en volume en %				
	2009	2010	2011	2012*	2013*
Branches (part dans la valeur ajoutée)					
Ensemble des services marchands (100 %)	-3,6	2,8	2,2	0,6	0,2
Services principalement orientés vers les entreprises (35 %)	-8,1	3,9	3,4	-0,4	0,2
Activités spécialisées, scientifiques et techniques marchandes (19 %)	-4,3	5,1	3,7	0,4	1,9
Activités de services administratifs et de soutien (16 %)	-12,3	2,4	3,1	-1,4	-1,7
Information et communication (14 %)	-4,2	3,8	6,2	3,3	0,1
Services principalement orientés vers les ménages (51 %)	-0,2	1,7	0,0	0,5	0,2
Activités immobilières (39 %)	0,8	1,6	-0,6	0,8	1,0
Hébergement et restauration (8 %)	-2,1	3,6	5,3	-1,3	-3,2
Arts, spectacles et activités récréatives marchands (1 %)	-5,2	-1,2	-2,7	-0,9	1,6
Autres activités de services marchands (3 %)	-6,2	-1,4	-5,7	2,8	-0,6
<i>Pour mémoire : produit intérieur brut</i>	-2,9	2,0	2,1	0,3	0,3

* Données provisoires.

Lecture : en 2013, la valeur ajoutée des services d'information et communication (14 % de la valeur ajoutée des services marchands) ralentit sensiblement (+ 0,1 % en volume, après + 3,3 % en 2012).

Source : Insee, comptes des services, base 2010.

de croissance. Dans les activités spécialisées, scientifiques et techniques et les services administratifs et de soutien, les effectifs reculent légèrement (-0,3 % comme en 2012), du fait notamment d'une nouvelle baisse de l'emploi intérimaire (-3 %, soit -16 000 emplois en équivalent temps plein). À noter que l'emploi intérimaire est comptabilisé en totalité dans les services, indépendamment du secteur d'exercice des missions. Enfin, la diminution de l'emploi dans les activités immobilières s'accroît en 2013 (-0,9 %, après -0,2 % en 2012).

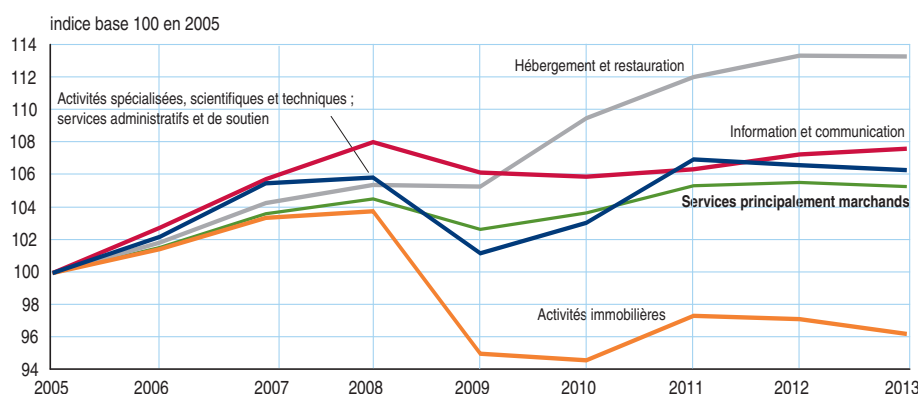
En 2013, la demande des entreprises en services fléchit

En 2013, la demande intérieure en services marchands croît de 0,7 % en volume, après + 1,0 % en 2012 (figure 4). La croissance de la consommation des ménages se maintient, mais celle des consommations intermédiaires des entreprises diminue de moitié et leurs dépenses d'investissement calent.

Les achats intermédiaires des entreprises et des administrations constituent le principal débouché des services marchands. En 2013, les activités spécialisées, scientifiques et techniques constituent le premier poste de ces achats intermédiaires (37 %), puis viennent les services administratifs et de soutien (29 %) et les services d'information et de communication (16 %). La croissance des consommations intermédiaires en services spécialisés, scientifiques et techniques ralentit en 2013 (+ 1,9 % en volume, après + 2,7 % en 2012), du fait notamment d'un recul des dépenses de services juridiques et comptables et des achats de publicité. La demande de services administratifs et de soutien est toujours étale (-0,1 %, après -0,2 % en 2012). La croissance des achats de services d'information et de communication (+ 0,5 %, après + 4,2 % en 2012) est nettement freinée par celle des télécommunications (+ 1,1 %, après + 6,8 % en 2012). Cependant, en 2013, c'est pour les investissements que l'inflexion est la plus marquée avec un arrêt de la croissance (+ 0,2 % en volume, après + 3,6 % en 2012).

Désormais, dans les comptes en base 2010 (encadré, sources et bibliographie), la recherche-développement marchande constitue un investissement. Sur les 131,3 milliards d'euros d'investissements en services marchands, les logiciels pèsent pour 40,3 milliards d'euros et la recherche-développement pour 33,3 milliards d'euros. Or, en 2013, l'investissement en logiciels baisse de 0,3 % en volume, après une hausse de 6,2 % en 2012. Précédemment, il n'avait baissé qu'en 2002, suite à l'éclatement de la bulle Internet, et en 2009 pendant la crise.

3 L'emploi diminue très légèrement



Lecture : en 2013, l'emploi intérieur total en nombre d'équivalents temps plein a progressé de 5,2 % dans les services principalement marchands par rapport à 2005.

Source : Insee, comptes des services, base 2010.

4 L'offre et la demande de services marchands

valeur en milliards d'euros ; volume : taux de croissance en volume (en %) ; prix : taux de croissance du prix (en %)

	2009		2010		2011		2012*		2013*	
	Valeur	Volume	Prix	Volume	Prix	Volume	Prix	Volume	Prix	Valeur
Production de services**	977,5	4,0	0,7	2,8	0,8	1,1	0,8	0,8	0,1	1 090,0
Importations	50,1	6,6	0,4	10,2	1,0	0,2	0,8	6,4	-0,2	64,0
Demande intérieure, dont :	988,5	4,2	0,8	2,6	0,9	1,0	0,8	0,7	0,1	1 105,7
consommations intermédiaires	507,2	5,8	0,5	3,2	0,9	1,5	1,1	0,7	0,1	581,9
consommation finale	373,5	1,5	1,1	0,8	0,6	0,6	0,4	0,7	0,3	396,7
investissement ***	111,5	6,1	0,9	4,4	1,5	3,6	0,5	0,2	-0,3	131,3
Exportations	51,1	5,2	0,5	15,9	0,6	-4,9	0,7	6,6	-0,4	64,0

* Données provisoires.

** Il s'agit de la production du produit « Services » et non de celle de la branche « Services », contrairement à la figure 6.

*** L'investissement en services marchands comprend essentiellement les logiciels (pour 30,7 % en 2013), la recherche-développement (25,4 %), les activités d'architecture et d'ingénierie (15,1 %), les divers frais liés à l'investissement (11,1 %) notamment juridiques, la production et la programmation audiovisuelles (2,7 %).

Lecture : en 2013, la production de services progresse de 0,8 % en volume, avec des prix quasi stables (+ 0,1 %).

Source : Insee, comptes des services, base 2010.

L'emploi diminue très légèrement

En 2013, les services principalement marchands (définitions) perdent 30 000 emplois (mesurés en équivalent temps plein), soit une baisse de 0,2 % (figure 3). L'emploi dans l'ensemble des branches (définitions) de l'économie

diminue au même rythme (-0,2 %, soit -55 000 postes).

L'emploi progresse à un rythme ralenti dans les activités d'information et de communication (+ 0,4 %, après + 0,8 % en 2012). Il se stabilise dans l'hébergement et la restauration (-0,1 %, après trois années

Les principaux changements méthodologiques en base 2010 concernant les services marchands

Le 15 mai 2014, comme tous les ans, l'Insee a publié les données macroéconomiques des comptes nationaux. Cette année, cette publication s'accompagne également d'un changement méthodologique, appelé changement de base : la définition exacte de nombreuses données et le contour de tous les grands agrégats (produit intérieur brut, consommation, investissement, solde des administrations publiques, etc.) sont modifiés (*bibliographie*). Cela découle des nouvelles normes de comptabilité nationale édictées par le Système de comptes nationaux (SCN 2008) de l'ONU et sa déclinaison européenne, le Système européen de comptes (SEC 2010). Des changements de base similaires sont également intervenus chez nos partenaires européens.

L'Insee comptabilise désormais en **investissement** les sommes que les agents économiques dépensent pour la **recherche-développement (R&D)**, alors qu'elles étaient jusqu'à présent comptabilisées en **consommations intermédiaires**. Il en résulte pour l'année de base 2010 une hausse de 30,8 milliards d'euros des investissements en services, dont fait partie la R&D marchande, par rapport à la base 2005. Cette hausse a conduit à une revalorisation de 1,5 % du produit intérieur brut. En 2013, l'investissement en services marchands représente 33 % de l'investissement total des entreprises et des administrations, soit plus que l'investissement en produits de l'industrie (28 %) et presque autant que l'investissement en bâtiment et génie civil (35 %).

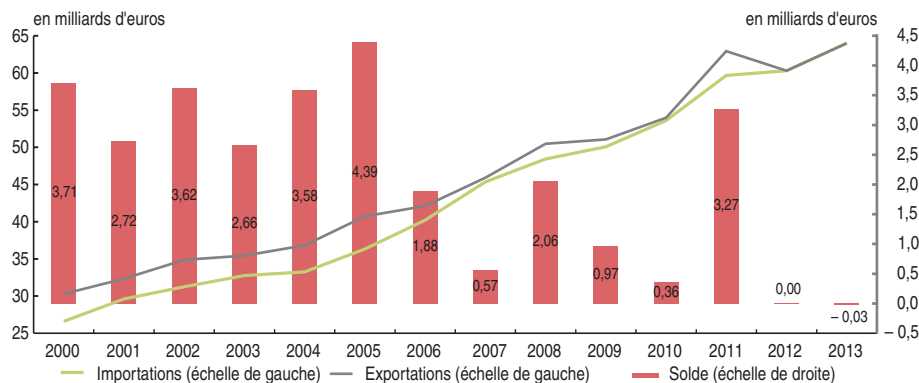
Par ailleurs, **les échanges extérieurs de services intègrent les nouvelles données de la balance des paiements**, produites par la Banque de France et révisées à partir de l'enquête complémentaire sur les échanges internationaux des services : les exportations de services sont ainsi rehaussées de 35,5 milliards d'euros et les importations de 27,3 milliards d'euros.

La base 2010 comprend d'autres changements pour tirer parti des améliorations intervenues dans les sources exploitées pour élaborer les comptes nationaux. Au final, le niveau du produit intérieur brut est révisé de + 3,2 % en base 2010.

La hausse de la consommation des ménages se maintient

En 2013, la consommation des ménages en services progresse quasiment au même rythme qu'en 2012 (+0,7 % en volume, après +0,6 %). Les loyers, qui en représentent 57 %, évoluent à un rythme légèrement inférieur à celui de 2012 (+0,9 % en volume, après +1,2 % en 2012). Hors loyers, la consommation des ménages reste plate (+0,1 %, après -0,1 %), dans le sillage du pouvoir d'achat (0,0 %, après -0,9 %). Les dépenses en information et communication progressent en volume à un rythme plus soutenu qu'en 2012 (+2,9 %, après +2,1 %). Ce dynamisme est porté intégralement par les télécommunications : la durée des communications depuis des mobiles et le nombre de SMS/MMS progressent encore vivement. Les autres postes se replient en 2013, avec un net recul de la fréquentation des salles de cinéma et des dépenses d'édition, en particulier pour la presse. Les dépenses de restauration et d'hôtellerie sont en baisse (respectivement -1,5 % et -1,0 % en volume).

5 Les échanges extérieurs sont quasiment à l'équilibre



Lecture : en 2013, les exportations de services s'élèvent à 64 milliards d'euros et les échanges extérieurs se soldent par un très léger déficit.

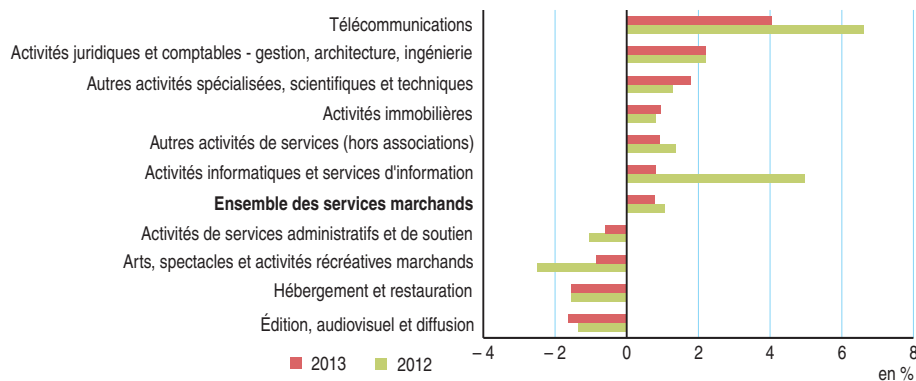
Source : Insee, comptes des services, base 2010.

Le solde des échanges extérieurs reste équilibré

En 2013, les exportations et les importations de services progressent au même rythme (respectivement +6,1 % et +6,2 %) ; le solde du commerce extérieur reste stable (*figure 5*).

Le solde s'améliore pour les activités spécialisées, scientifiques et techniques (+440 millions d'euros), les services d'information et de communication (+224 millions d'euros) et les arts, spectacles et activités récréatives (+157 millions d'euros). Il continue de se détériorer pour les services administratifs et de soutien (-957 millions d'euros en 2013, après -1 544 millions d'euros en 2012), en raison essentiellement de moindres rentrées de redevances de brevets.

6 Les télécommunications restent dynamiques



Lecture : les branches d'activité sont classées par taux d'évolution de la production en volume décroissant en 2013 ; la production de la branche « Télécommunications » reste la plus dynamique, mais son taux d'évolution est plus faible en 2013 (+4,1 %) qu'en 2012 (+6,6 %).

Source : Insee, comptes des services, base 2010.

La production des services marchands décélère

En 2013, la production (*définitions*) des services marchands augmente de 0,8 % en volume, après +1,1 % en 2012 (*figure 6*). Les services de télécommunications restent les plus dynamiques (+4,1 %), car la baisse des prix stimule la consommation des ménages. Cependant, les autres activités d'information et de communication sont à la peine : la production de l'édition, de l'audiovisuel et de la diffusion diminue de nouveau (-1,6 %, après -1,4 % en 2012) et celle des services informatiques et d'information ralentit fortement (+0,8 %, après +5,0 %).

Au sein des services principalement orientés vers les entreprises, la production des

autres activités spécialisées, scientifiques et techniques affermit son taux de croissance (+ 1,8 %, après + 1,3 % en 2012), mais celle des activités de services administratifs et de soutien reste orientée à la baisse (- 0,6 %, après - 1,0 %).

Parmi les services principalement orientés vers les ménages, la production dans l'hébergement et la restauration reste sur une tendance baissière (- 1,5 % en 2013 comme en 2012). Celle des arts, spectacles et activités récréatives marchands continue aussi de diminuer, mais à un rythme nettement moindre (- 0,8 %, après - 2,5 % en 2012) : les ménages semblent en particulier avoir retrouvé le chemin des musées et des loisirs liés aux sports.

Sources

En 2014, les comptes nationaux sont passés en base 2010 : le système européen de comptes (SEC) 2010 s'est substitué au SEC 1995 (*encadré*). Pour les années 2013 et 2012, les résultats sont provisoires. Les résultats présentés ici sont calculés à partir des équilibres ressources-emplois réalisés au niveau le plus détaillé des comptes nationaux, puis agrégés. Les évolutions ainsi déterminées pour les grandes branches d'activité peuvent être très légèrement différentes de celles retenues pour la version provisoire des comptes nationaux 2013 : ces dernières sont calculées directement à un

niveau agrégé selon des méthodes économétriques.

Définitions

Dans cette publication, les **services marchands non financiers** correspondent au champ défini dans la nomenclature NAF rév. 2 par les sections hébergement et restauration (I), information et communication (J), activités immobilières (L), activités spécialisées, scientifiques et techniques (M), activités de services administratifs et de soutien (N), arts, spectacles et activités récréatives (R) et autres activités de services (S). Ils excluent les services non marchands de la recherche-développement, des arts, spectacles et des activités récréatives, sauf pour les statistiques d'emploi. Ce champ ne comprend donc pas le commerce (G), les transports (H) et les services financiers (K). L'arborescence de la nomenclature figure sur le site Internet de l'Insee (www.insee.fr - Définitions et méthodes - Nomenclatures - Nomenclature d'activités française - NAF rév. 2, 2008).

Les données relatives à l'emploi se rapportent aux **services principalement marchands**, qui incluent les activités des organisations associatives et la partie non marchande de la branche recherche-développement et de la branche arts, spectacles et activités récréatives.

La **production** dans les services marchands est un concept proche de celui de chiffre d'affaires : elle comprend

les ventes de services et la production pour compte propre, mais exclut les ventes de marchandises éventuellement associées à l'activité de service.

Les données sur la production, comme celles sur l'emploi, sont calculées ici en **branches**, correspondant au regroupement des entreprises et parties d'entreprises qui produisent la même catégorie de prestations.

La production est estimée **en volume**, c'est-à-dire une fois retiré l'effet de l'évolution des prix.

Bibliographie

- Bessone A.-J., Passeron V., Soual H., « Les comptes de la Nation en 2013 - Le PIB croît légèrement, le pouvoir d'achat se stabilise », *Insee Première* n° 1499, mai 2014.
- Rubrique « Comptes nationaux annuels », site www.insee.fr.
- « Le niveau du PIB est révisé de + 3,2 % en base 2010 » : <http://www.insee.fr/fr/themes/comptes-nationaux/default.asp?page=base-2010.htm>
- « Le traitement de la recherche et développement en base 2010 » : http://www.insee.fr/fr/indicateurs/cnat_annu/base_2010/methodologie/traitement-r-et-d.pdf
- Morer N., « La consommation des ménages se stabilise en 2013 », *Insee Première* n° 1502, juin 2014.

Direction Générale :
18, bd Adolphe-Pinard
75675 PARIS CEDEX 14
Directeur de la publication :
Jean-Luc Tavemier
Rédacteur en chef :
E. Nauze-Fichet
Rédacteurs :
J.-B. Champion, A. Houlou-Garcia,
C. Pfister, V. Quénechdu
Maquette : B. Rols
Impression : Jouve
Code Sage IP141507
ISSN 0997 - 3192
© Insee 2014

• *Insee Première* figure dès sa parution sur le site internet de l'Insee :
www.insee.fr/collections-nationales

• Pour recevoir par courriel les avis de parution (60 numéros par an) :
<http://www.insee.fr/abonnements>

Pour vous abonner à *Insee Première* et le recevoir par courrier :
<http://www.webcommerce.insee.fr/liste.php?idFamille=16>

